



SORTIR DE L'OMBRE LES CONFINÉS DES CONFINÉS

Dans une lettre anonyme, une maman solo constatait : « Nous sommes inégaux dans le confinement qui n'est qu'une mise sous cloche de la société tout entière, y compris les déficits et les inégalités de celle-ci ». Des expert·e·s et associations partagent leurs constats et combats.

La crise sanitaire a polarisé la situation des familles. Certaines ont trinqué plus que d'autres. Sortir les unes de l'ombre, permettre aux autres de s'exprimer, visibiliser les laissées-pour-compte. Oui, la crise du coronavirus a eu au moins cela de bon, donner un coup d'accélérateur sur la réflexion concernant l'épuisement parental, libérer la parole des parents d'enfants porteurs de handicap et visibiliser les difficultés et besoins des familles précarisées.

ÉPUISEMENT PARENTAL CONFIRMÉ ET BURN-OUT MIEUX CERNÉ

Le constat : Du côté des parents, un sondage réalisé par l'UCLouvain auprès de 1 300 parents belges francophones avance les résultats suivants : « La crise sanitaire et le confinement ont impacté très différemment selon les situations de vie. Globalement, le burn-out parental est en recul. Alors qu'il concernait 8,1% des parents avant la crise, ils sont à présent 7,6% ». Ceci dit, nombreux sont les parents qui se disent épuisés. Le nombre d'heures par jour durant lesquelles le parent s'occupe de ses enfants, la situation de télétravail ou encore le partage (ou

non) des tâches sont autant de motifs qui mènent à l'épuisement.

En croisant ces critères avec le contexte, les chercheurs et chercheuses de l'UCLouvain ont dégagé trois facteurs qui augmentent le risque de burnout parental :

- Être confiné avec des enfants peu autonomes qui requièrent une attention constante, avec de grands ados ou des enfants à besoins spécifiques.
- Être en situation de télétravail avec une charge de travail en forte augmentation.
- Être sans emploi.
- Ce sont les familles qui souffraient déjà avant le confinement qui ont été le plus mises à mal. Familles avec enfants en situation de handicap, familles avec enfants en bas âge ou ados, familles monoparentales, familles de demandeurs d'asile, sans papiers, réfugiés... Autant de confiné·e·s des confiné·e·s.

LES FAMILLES MONOPARENTALES

Le constat : En Belgique, une famille sur cinq est monoparentale. Dans 80% des cas, c'est une femme qui en est la cheffe de ménage. Faire autant avec moins, c'est la



réalité des parents solos. Et c'est sur le plan financier que l'équation est la plus compliquée à résoudre. Une famille monoparentale sur deux vit sous le seuil de pauvreté en Wallonie et à Bruxelles, avec près de 25% des mamans solos au chômage et 14% qui dépendent du CPAS.

Et après ?

- Pour la Ligue des familles, un premier levier pour lutter contre la précarité des familles monoparentales serait d'assurer un revenu suffisant aux parents solos. Cela suppose des places accessibles et suffisantes en crèches et dans l'extrascolaire, ainsi que lutter contre les discriminations à l'embauche à l'encontre des femmes.

- La Maison des parents solos offre un accompagnement psycho-social et juridique aux parents solos. Elle est la seule structure pluridisciplinaire et spécialisée sur la question de la monoparentalité et déplore le manque d'alter ego en Wallonie. Forte de son expertise, elle souhaite partager, former et disséminer les bonnes pratiques auprès des intervenants sociaux qui travaillent avec ce public. Le confinement a mis en avant le besoin de réseautage et d'entraide des parents solos, l'équipe planche sur un projet en vue d'y répondre.
- Le Collectif des Femmes est en train de sonder les familles monoparentales afin de cerner leurs difficultés spécifiques. C'est sur base de ce diagnostic qu'elle construira son prochain cahier de revendications.

LES FAMILLES AVEC ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Le constat : Confinées avant la crise et confinées doublement pendant, les familles d'enfants porteurs de handicap avaient pour choix soit de garder leurs enfants chez eux et de renoncer ainsi à une prise en charge professionnelle et une infrastructure mieux adaptée, soit de maintenir leurs enfants en institution et se priver de contacts pour une durée indéterminée. Un choix compliqué sans bonne décision possible puisque, dans les deux cas, cela signifiait de renoncer. Le GAMP (Groupe de pression citoyen qui milite pour les droits des personnes handicapées de grande dépendance) a orchestré la campagne de sensibilisation « Je craque, nous craquons » pour permettre aux parents d'exprimer leur désarroi. Des portraits de parents et d'enfants portant un masque déchiré se sont invités sur les réseaux sociaux pour visualiser cette situation. Actuellement le handicap est pensé de manière cloisonnée et avec un budget fermé.

Et après ?

Cinzia Agoni, porte-parole du GAMP, explique: « Notre combat est le même depuis quinze ans : militer pour les personnes à handicap lourd, car,

paradoxalement, ce sont elles dont les besoins sont les moins pris en compte. Il y a des handicaps en dehors du circuit comme les autistes, IMC grave, polyhandicapés... Nous réclamons une augmentation du nombre de places en centres de jour et en résidentiel, la mise en place de normes d'encadrement adaptées et avec du personnel qualifié ».

Le GAMP milite aussi pour une prise en compte transversale du handicap (handistreaming) qui permettrait d'intégrer le handicap dans chaque politique et donc une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des personnes porteuses de handicap.

En ce qui concerne l'autisme, le GAMP mène un combat afin de mettre en place un dépistage précoce et un accompagnement adapté qui permettraient de prévenir le sur-handicap éducatif à l'âge adulte.

LES FAMILLES DE L'OMBRE

Le constat : « Nous avons reçu énormément de demandes via notre call center pendant le confinement. Le travail s'est intensifié et complexifié, on a observé plus de violences intrafamiliales et la précarité s'est décuplée. Des parents se sont retrouvés sans argent le 15 du mois, et pas seulement ceux qui émargent du CPAS, des parents avec emploi aussi. Le confinement nous a contraints à élargir nos services. Nous avons mis en place des colis alimentaires, fait appel à notre réseau pour des prêts ou dons de matériel informatique pour le travail scolaire des enfants, recherché des refuges d'urgence pour des femmes victimes de violences », explique Amancay Torres du Collectif des Femmes qui travaille avec un public précarisé de tous bords. Amancay Torres est aussi responsable du projet « Tremplin pour la vie » qui cible en particulier les réfugiés et demandeurs d'asile. Avec l'appui d'un réseau de bénévoles, le collectif offre un accompagnement « sur mesure » pour faciliter leur intégration. Aider dans une recherche de logement ou d'emploi, sensibiliser un-e propriétaire, organiser des cours de français intensif, proposer des activités, l'offre du Collectif est variée. « Mais ce qui compte le plus, ce sont tous ces moments d'échanges et de partage entre bénévoles et bénéficiaires. C'est ce qui leur permet véritable-

ment de tisser du lien et, in fine, de pouvoir s'appuyer sur un réseau », explique la responsable.

Et les sans-papiers ? Travailleurs au noir des secteurs qui ont dû fermer pendant la crise, ils se sont retrouvés sans revenus alors qu'ils sont souvent en familles et avec des enfants. Le Portugal a ouvert la voie et régularisé temporairement les sans-papiers, l'Italie est en passe de le faire. Motivées par l'envie de mieux combattre la crise sanitaire ou pour pallier le manque de main-d'œuvre agricole, ces deux opérations pourraient inspirer la Belgique.

Et après ?

Le Collectif des Femmes observe une dégradation des conditions de vie et entend poursuivre son combat auprès des plus défavorisé-e-s et investir les lieux de décisions politiques pour lutter contre la chasse aux chômeurs et chômeuses, le sort réservé aux sans-papiers, réfugié-e-s, aux femmes, aux démuné-e-s, aux malades.

La coordination des sans-papiers réclame une régularisation des sans-papiers. Une lettre ouverte adressée début mai à la Première ministre Sophie Wilmès expose les arguments et est co-signée par des centaines de médecins, avocat-e-s, magistrat-e-s, citoyen-ne-s. Une motion « régularisation » est votée au sein de plusieurs communes, mais rien n'est encore passé au niveau fédéral.

